

Le Burundi et la RDC décident de mutualiser les efforts pour la sécurité commune

PANA, 06 Octobre 2020 Bujumbura, Burundi - Le ministre burundais des affaires étrangères, Albert Shingiro, a en audience, lundi, sa consœur de la République démocratique du Congo (RDC), Mme Marie Tumba Nzeza, au second jour de sa visite de travail à Bujumbura, centrée sur des questions sécuritaires aux frontières communes, a-t-on appris des deux parties.

Mme Nzeza devait être encore reçue par le chef de l'Etat burundais, Evariste Ndayishimiye, avant de conclure sa visite de deux jours. La visite intervient quelques semaines après une attaque d'individus armés contre le territoire burundais dont les auteurs venaient de la RD Congo, selon la version officielle des faits à Bujumbura. Les assaillants ont tué au moins onze civils et pillé des biens dans la population de Rumonge, une province portuaire burundaise frontalière avec la RD Congo. Les deux parties ont décidé de conjuguer les efforts pour éradiquer "jamais" les « forces négatives », ou groupes armés, qui déstabilisent la paix dans leurs pays et dans la sous-région des Grands lacs, en général, a résumé le chef de la diplomatie burundaise. « Nous sommes très préoccupés par ces forces négatives qui pullulent dans la sous-région et voudrais dire ici, avec conviction, que mon pays ne ménagera aucun effort pour les éradiquer », a appuyé, de son côté, la Ministre congolaise des affaires étrangères. "Le développement de nos pays et de la sous-région est en panne à cause de ces forces nuisibles", a-t-elle affirmé, justifiant la raison de mutualiser les efforts pour les neutraliser. Les Nations unies estiment à une centaine de groupes armés, actifs en RD Congo, surtout pour le trafic illicite des minerais. Certains de ces groupes sont autochtones, d'autres viennent principalement du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, du Soudan du sud ou encore de la République Centrafricaine. La sous-région est familière des noms de ces groupes armés depuis les années 90, surtout les « Forces nationales de libération du Burundi » (FNL), les « Forces démocratiques alliées » (ADF), l'Armée de résistance du Seigneur » (LRA) ou encore les « Forces démocratiques de libération du Rwanda » (FDLR). Les FNL burundaises font du bruit dans les plateaux d'Uvira et dans la province congolaise du Sud-Kivu, directement sur la frontière avec le Burundi. Le mouvement rebelle burundais fait parler de lui, surtout pour le vol de bétail et le pillage de part et d'autre de la frontière burundo-congolaise. Plusieurs autres mouvements rebelles burundais se sont autoproclamés à l'ombre de la crise électorale de 2015 dans leur pays d'origine, avec comme principale base arrière prusumée, la RD Congo. Le répertoire onusien des groupes armés étrangers, s'étendant à partir du territoire congolais, englobe encore l'ADF. Il s'agit d'un groupe issu de la dissidence de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (Nalu, une ancienne rébellion actuellement au pouvoir). Le tristement célèbre mouvement rebelle ougandais a, son actif, une série de massacres de civils dans le territoire congolais de Beni (province du Nord-Kivu) où il s'agit depuis 2014. Les FDLR, quant à elles, se sont constituées sur le sol congolais depuis la fin du génocide rwandais de 1994. Ils sont accusés d'être les principaux auteurs. Le groupe des FDLR est crédité de plusieurs graves exactions contre des civils congolais dans le Nord et Sud-Kivu. Les FDLR ont accusé un coup dur ces derniers temps, suite à plusieurs dissensions internes, à des redditions et à des extraditions de ses combattants, organisées en collaboration entre la mission de maintien de la paix au Congo (MONUSCO, plus de 20.000 casques bleus), les armées rwandaises et congolaises. La LRA ougandaise, quant à elle, est présente par les Nations unies comme étant l'une des rebellions les plus sanguinaires au monde, avec son actif au moins 100.000 morts et plus de 60.000 enfants enlevés dans le Nord-est congolais, au Soudan du Sud et en Centrafrique. La rébellion s'est donnée pour objet de renverser le régime de l'actuel président ougandais, Yoweri Museveni, pour le remplacer par un régime fondé sur les « dix commandements du Seigneur ». Le chef du mouvement rebelle, Joseph Kony, a été inculpé en 2005 par la Cour pénale internationale (CPI) pour « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre ». A l'actif de ce mouvement se trouvent, notamment des enlèvements de masse, des tueries et vols de bétail dans les provinces du Nord-est congolais. La RD Congo a aussi plusieurs groupes armés locaux dont les plus connus sont les « Maï-Maï », les « Nyatura », les « Mazembe », l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), les « Nduma défense of Congo » (NDC), « Raï-a Mutomboki » ou encore les « Mai-Mai Yakutumba » et les Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Une dizaine de pays sont liés par un « Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération à la sécurité au Congo et dans la sous-région », mais qui n'a toujours pas fonctionné. L'Accord d'Abeba, en Ethiopie, dicte les principales mesures à prendre aux niveaux national, régional et international pour mettre fin aux activités des forces négatives dans la sous-région. Les principaux garants de cet accord sont les Nations unies, l'Union africaine (UA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADEC) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).